



A Clermont-Ferrand, le Vendredi 25 Avril 2014

Une action encore plus forte que le 16 Avril : la direction joue l'épreuve de force et le pourrissement du conflit !



RAPPEL : cette nouvelle journée d'action était motivée
par deux revendications simples :

- Arrêt des formations « EAS » pour les conducteurs.
- Arrêt des procédures disciplinaires.

Ce jour, plus de 400 cheminots de toute la région étaient réunis devant la direction régionale à Clermont-Ferrand. Le directeur de région ayant refusé de s'exprimer devant les cheminots, des délégations intersyndicales ont été reçues vers 12H00.

Conformément aux engagements pris par la CGT, notre délégation a argumenté sur le bien fondé de ces 2 revendications centrales.

Contrairement au 16 Avril dernier, le directeur n'a pas fait de provocations. En revanche, il a refusé toute négociation et préfère donc jouer avec le feu. Il contribue ainsi au durcissement de l'action : c'est un comportement irresponsable !

Comme la CGT le dit depuis le début :
Nous ne lâcherons rien sur ce sujet !

Conformément à ce que nous avons proposé en intersyndicale le 23 Avril dernier au matin et puisqu'il n'y a pas de réponse de la direction, malgré la très forte mobilisation :

la CGT appelle tous les agents de l'ECT et de l'ETAN, quel que soit leur grade, à s'inscrire sur une nouvelle période de grève à partir du Dimanche 11 Mai 2014 à 12H00 jusqu'au Lundi 12 Mai 2014 à 20H00.

Des piquets de grève seront organisés sur tous les sites le lundi 12. Des assemblées générales communes ETAN et ECT auront lieu sur les sites concernés le 12 à 10H00. (Rapprochez vous de vos délégués et de vos syndicats de proximité pour connaître les modalités exactes et les lieux).

De plus, au vu des documents en possession de la CGT qui ont été largement diffusés lors du rassemblement de ce jour : la CGT réaffirme que le projet « EAS » n'est qu'un avant goût de ce qui nous attend pour la réforme du ferroviaire.

Le RH 0077 et notre statut (RH 0001) sont attaqués ouvertement dans le projet de loi mais pas seulement... La productivité est au menu et à tous les niveaux ! Nos trains, nos lignes, nos gares et donc nos emplois sont dans la ligne de mire.

C'est pourquoi, la CGT, dans l'unité syndicale la plus large, déposera des préavis de grève couvrant TOUS les sédentaires de la région pour le Jeudi 22 Mai prochain. Ces préavis doivent permettre la participation en masse des cheminots à la grande manifestation nationale unitaire à Paris POUR une autre réforme du ferroviaire.

Dans une période difficile pour le monde du travail, qui se sent trahi par le pouvoir en place, la CGT est de toutes les luttes qu'elles soient locales, régionales, nationales ou interprofessionnelles.

C'est dans ce cadre complexe que la CGT s'efforce d'être lucide pour proposer une stratégie des luttes gagnante. Cette stratégie s'élabore au quotidien avec les syndiqués et les cheminots. C'est cela la véritable démocratie « ouvrière ».

Pour peser vraiment sur les choix et construire notre avenir à tous : rejoignez la CGT qui a fait une nouvelle fois la preuve de sa capacité à rassembler et à mobiliser dans l'unité !!!

Suite à une demande unitaire, la CGT a rencontré René SOUCHON, président du Conseil Régional d'Auvergne, le Mercredi 23 Avril dernier. Cette demande faisait suite au rassemblement national de la CGT à Clermont-Ferrand le 22 Février dernier, contre la fermeture des lignes en Auvergne.

M. SOUCHON a déclaré qu'il était prêt à sauver quelques lignes mais il a indiqué que pour les autres, le bus était très bien !

Sur l'EAS, la CGT a demandé au président de prendre ses responsabilités en écrivant à la SNCF pour exiger au moins un contrôleur par train, par souci évident de sécurité et de sûreté : **Ce dernier a refusé pour l'instant.**

Alors que M. SOUCHON se plaint à l'envie dans les médias de verser plus de 100 millions d'euros à la SNCF chaque année, ce refus est pour le moins surprenant. A moins qu'il ne se soit sciemment concerté avec notre direction...

Les nombreuses critiques de la part de certains politiques sur la SNCF sont de la poudre aux yeux ! Faut-il rappeler que les régions comme le président de la république ou les députés sont du même bord politique et que la SNCF est une entreprise 100% publique ?